



Mairie de Marseille
Délégation Générale Adjointe Ville au Quotidien
Direction de la Nature en Ville

Règlement de consultation

**Rénovation du parc central de Bonneveine et de
la promenade de la Sarette – 13008 MARSEILLE**

-

- Lot 1 : Travaux d'espaces verts**
- Lot 2 : Aires de jeux**

Numéro de la consultation : [24_2946](#)

Procédure de passation : [Appel d'offres ouvert](#)

Sommaire

Table des matières

ARTICLE 1 - GENERALITES.....	3
1.1 Objet et description de la consultation.....	3
1.2 Nature.....	3
1.3 Pouvoir adjudicateur.....	4
1.4 Procédure.....	4
ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 Décomposition en lots.....	4
2.1.1 Décomposition en lots.....	4
2.2 Période de validité – Délai d'exécution.....	4
2.3 Options.....	5
2.4 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique – Lot 1 – Travaux d'espaces verts.....	5
2.5 Groupements d'opérateurs économiques.....	5
2.6 Conditions relatives au marché.....	6
2.6.1 Cautionnement et garanties exigées.....	6
2.6.2 Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	6
ARTICLE 4 - ÉLÉMENTS EXIGES DU CANDIDAT.....	7
4.1 Renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures.....	7
4.2 Éléments exigés au titre de l'offre.....	10
4.2.1 Présentation des offres.....	10
4.2.2 Présentation de variantes.....	10
4.3 Visite sur site.....	10
ARTICLE 5 - REMISE DES PLIS PAR LES CANDIDATS.....	10
5.1 Remise électronique.....	10
5.2 Copie de sauvegarde.....	11
5.3 Échantillons, maquettes, prototypes ou modèles réduits.....	11
5.4 Date et heure limites de remise des plis.....	11
5.5 Délai de validité des offres.....	11
ARTICLE 6 - EXAMEN DES PLIS.....	11
6.1 Examen des candidatures.....	12
6.2 Jugement des offres.....	12
ARTICLE 7 - PIÈCES A REMETTRE PAR LE(S) CANDIDAT(S) RETENU(S).....	15
ARTICLE 8 - MODALITÉS RELATIVES AUX COMMUNICATIONS ET AUX ÉCHANGES D'INFORMATION...16	
8.1 Règles liées aux échanges électroniques.....	16
8.2 Demandes de renseignements en cours de consultation.....	16

Article 1 - GENERALITES

1.1 Objet et description de la consultation

La présente consultation a pour objet la rénovation du parc central de Bonneveine et de la promenade de la Sarette dans le 8ème arrondissement de Marseille.

Le parc central de Bonneveine et la promenade de la Sarette, situés dans le 8ème arrondissement de Marseille, ont été aménagés dans les années 1980 dans le cadre de la ZAC de Bonneveine. Imaginé par le paysagiste Pierre Pelletier, il est composé de formes géométriques qui sont soit des buttes soit des cratères.

L'extension du parc sur l'emplacement du gymnase est une première ambition de réaménagement. Les autres éléments de programme d'amélioration émergent des quatre ateliers de mobilisation citoyenne, animé par la Direction de la Nature en Ville, et conduit dans le cadre du partenariat Nature For City Life (porteur Région PACA, programme européen).

Les travaux consistent à restaurer et moderniser le parc Central de Bonneveine et la Promenade de la Sarette en veillant à respecter l'historique du site tout en préservant la végétation existante. La réunion de restitution publique, organisée par la Direction de la Nature en Ville, a permis de partager aux habitants une vision de projet répondant à leurs attentes. Celle-ci s'articule autour de six secteurs d'intervention :

- le long de la promenade de la Sarrette, un fossé enherbé (noue) vient évoquer le ruisseau tout en recueillant les eaux de pluies du cheminement. Les abords sont densément plantés d'arbustes pour mettre en retrait les logements.
- à son extrémité, le parc s'agrandit par une prairie et par une butte plantée.
- les accès existants sont repris et sécurisés pour être praticables par tout usager, en veillant à limiter l'intrusion des engins motorisés. La visibilité du parc depuis l'extérieur est accentuée par des maçonneries qui marquent les entrées.
- la continuité physique entre les buttes est rétablies par la création et la restauration des escaliers, tandis qu'un travail de taille des végétaux (élagage doux) est envisagé pour rouvrir des vues en belvédère sur le parc.
- la place autour de la fontaine est replantée d'arbres de haute tige pour anticiper la senescence des végétaux les plus anciens, son revêtement de sol est rénové.
- enfin, comme à l'origine du parc, les grandes zones en creux à l'arrière du parc sont dotés de jeux.

Les prestations sont dévolues en deux lots :

- Lot 1 - Travaux d'espaces verts
- Lot 2 - Aires de jeux

1.2 Nature

Marché de travaux.

1.3 Pouvoir adjudicateur

Acheteur public :
Ville de Marseille
Hôtel de Ville
Quai du Port
13233 Marseille Cedex 20
Profil acheteur : marchespublics.mairie-marseille.fr
Adresse Internet : www.marseille.fr

1.4 Procédure

La procédure de passation est la suivante : APPEL D'OFFRES OUVERT - selon les articles R2124-2, R2161-2 à 5 du code de la commande publique.

Article 2 - CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1 Décomposition en lots

2.1.1 Décomposition en lots

L'ensemble des prestations est réparti en plusieurs lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

N°	Intitulés lots séparés
1	Lot 1 – Travaux d'espaces verts
2	Lot 2 - Aires de jeux

Les candidats peuvent soumettre des offres pour tous les lots : oui.

Limitation du nombre de lots pouvant être attribués à un même candidat : non.

2.2 Période de validité – Délai d'exécution

La date de début de la période de validité du marché est la date de notification du marché au titulaire.

La période de validité du marché démarre à compter de sa notification et court jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (G.P.A.).

Le délai global d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Conformément à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation est de deux (2) mois à compter de la date mentionnée dans l'ordre de service notifiant le démarrage de cette période de préparation.

Par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG Travaux, le délai d'exécution des travaux, qui est de douze (12) mois, débute automatiquement à la fin de la période de préparation.

Ainsi, le délai global d'exécution des prestations est de quatorze (14) mois.

2.3 Options

Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

La présente consultation n'impose pas de prestations supplémentaires éventuelles.

Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement, avec le titulaire du marché, un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre de la présente consultation.

2.4 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique – Lot 1 – Travaux d'espaces verts

Présentation de la clause sociale

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, la Ville de Marseille a décidé de faire application des dispositions des articles L2111-3 et L2112-2 du code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges de ce contrat une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable au lot n°1 – Travaux d'espaces verts du présent marché, conformément au cahier des clauses administratives particulières.

1263 heures d'insertion sont à réaliser dans l'exécution des prestations du lot 1.

En application des dispositions des articles L2111-3 et L2112-2 du code de la commande publique et du CCAG applicable, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Cette action d'insertion pourra être réalisée sur l'ensemble des prestations nécessaires à la bonne exécution objet du présent marché.

Le cahier des charges précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en oeuvre de cette action d'insertion.

Le suivi des heures d'insertion, ainsi que le recensement de la typologie du public bénéficiaire sera réalisé pour la Ville de Marseille par le Cabinet PLURICITE, représenté par Monsieur Alix de Saint-Albin.

Les entreprises souhaitant être accompagnées dans la bonne compréhension et la mise en oeuvre de la clause d'insertion pourront prendre contact avec un facilitateur :

=> Alliance Ville Emploi met à disposition un annuaire des facilitateurs : <https://www.ville-emploi.asso.fr/annuaire/facilitateurs-des-clauses-sociales/>

=> Facilitateur sur le territoire de Marseille :

PLIE MP CENTRE - Emergences - 5 rue de la République - 13002 Marseille / courriel : info@plie-mpmcentre.com - tél : 04 96 11 64 80 - fax : 04 91 90 01 50

ATTENTION : Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

2.5 Groupements d'opérateurs économiques

Les opérateurs économiques peuvent se porter candidats individuellement ou sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Ils ne peuvent modifier la composition de leur groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. L'entreprise mandataire d'un groupement ne peut représenter, en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché.

Forme juridique que doit revêtir le groupement attributaire :

Aucune forme de groupement, conjoint ou solidaire, n'est exigée après attribution du marché.

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché. Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés conjoints, chaque membre est responsable de la part de la prestation qu'il s'engage à exécuter. Le mandataire doit être solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin. La répartition des prestations et des montants doit être indiquée dans l'acte d'engagement. Le mandataire doit suppléer l'éventuelle défaillance des cotraitants.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, chaque membre s'engage à exécuter l'ensemble de la prestation. En cas de défaillance d'un des cotraitants, la solidarité à l'égard du pouvoir adjudicateur est assurée par chacun d'entre eux. Les membres du groupement doivent se substituer à l'entreprise défaillante.

Si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

2.6 Conditions relatives au marché

2.6.1 Cautionnement et garanties exigées

Retenue de garantie : 5 % de la valeur du marché

Garantie autre que les cautionnements et caution : retenue de garantie dans les conditions prévues aux articles R2191-32 à 42 du code de la commande publique.

2.6.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Le marché est financé par ressources budgétaires propres.

Les règlements sont effectués par virement bancaire dans un délai de 30 jours.

La référence du ou des comptes bancaires où les paiements doivent être effectués, doit être précisée dans l'acte d'engagement.

Les marchés sont à prix global et forfaitaire.

Les marchés sont conclus à prix fermes actualisables.

Article 3 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : marchespublics.mairie-marseille.fr

Il ne sera transmis aucun DCE sur support physique. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **7 (sept)** jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi, par l'administration, du dossier modifié aux personnes ayant retiré le dossier initial.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet. En cas de report, par l'administration, de la date limite de remise des plis, c'est en fonction de la nouvelle date fixée que sera calculé le délai susmentionné.

Le DCE comporte les documents suivants :

- le règlement de la consultation (RC)
- l'annexe au RC relative au Guide de la dématérialisation des marchés publics
- l'acte d'engagement (AE), pour chacun des lots
- l'annexe « Protection des données et politique de sécurité » à l'AE du lot 1
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun aux deux lots
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), commun aux deux lots, et ses annexes :
 - Annexe 1 : Dossier de plans
 - Annexe 2 : Carnet de détails techniques
 - Annexe 3 : Études de sols
 - Annexe 4 : Expertise technique pour des murets de soutènement et les préconisations quant à leur rénovation
 - Annexe 5 : Diagnostic amiante
 - Annexe 6 : Plan schématique du réseau d'arrosage existant
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 1 - Travaux d'espaces verts
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 2 - Aires de jeux
- la décomposition globale et forfaitaire, cadre de réponse pour chacun des lots
- le mémoire technique, cadre de réponse pour chacun des lots
- le plan général de coordination de sécurité et de protection la santé (PGCSPS)
- la liste des végétaux et des quantité par espèces
- la charte de Chantier Vert Durable Marseille
- le code de l'arbre
- le formulaire de lettre de candidature DC1 (établi par le MINEFE, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)
- le formulaire de déclaration de candidature DC2 (établi par le MINEFE, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)

Le dossier de consultation est intégralement mis en ligne et accessible sur le profil d'acheteur.

Article 4 - ÉLÉMENTS EXIGES DU CANDIDAT

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature ou de l'offre par le candidat sont établis en langue française et exprimées en EURO. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

4.1 Renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures

Pour présenter leur candidature, le(s) candidat(s) peuvent utiliser soit :

- les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ;
- le DUME (Document Unique de Marché Européen).

Les informations concernant ces supports sont détaillées dans l'annexe au présent RC relative au guide de la dématérialisation des marchés publics.

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces décrites ci-après.

1° - Renseignements concernant la situation juridique du candidat

Lettre de candidature (pouvant prendre la forme du DC1) dûment remplie et comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à 11 du code de la commande publique.

Le cas échéant, en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet justifiant que le candidat a bien été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

2° - Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

Les entreprises nouvellement créées ne pouvant produire les chiffres d'affaires des trois derniers exercices doivent fournir :

- une copie certifiée du récépissé de dépôt du centre de formalités des entreprises (pour vérifier la date de création de l'entreprise),
- le montant de leur capital social (pour justifier de leurs capacités économiques et financières).

3° - Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique du candidat

- Description de l'outillage et du matériel mis à la disposition par le candidat pour la bonne exécution des prestations ;

- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années et en lien avec l'objet du présent marché ;

- Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants - Toutefois, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres- :

Pour le lot n° 1 – Travaux d'espaces verts

- QUALIPAYSAGE Aménagements paysagers – Statut spécialisé n° 1 bis, ou équivalent

*Pour justifier l'équivalence du **QUALIPAYSAGE Aménagements paysagers – Statut Spécialisé N° 1 bis**, il est attendu de l'entreprise qu'elle assure la préparation et la mise en oeuvre des végétaux, semences, matériaux et équipements nécessaires à l'aménagement, la rénovation ou la transformation de tout aménagement extérieur paysager dans le respect des règles professionnelles, du fascicule 35, des normes et DTU en vigueur.

L'entreprise doit être en capacité de fournir et de justifier qu'elle dispose :

– **de 5 références documentées** de moins de 4 ans (nature des travaux effectués – année de réalisation – indication du destinataire – montant des travaux - deux photographies) dans les domaines suivants :

- terrassements généraux pour la mise en forme de terrains, nécessitant des moyens mécaniques importants pour la profession
- travaux d'assainissement et d'aménagement des eaux de ruissellement
- travaux de pose de bordures et bordurettes
- circulations piétonnières ou carrossables stabilisées ou revêtues
- travaux de pose de dallages ou pavages
- travaux de construction d'ouvrages, de maçonnerie décorative en béton, tels que murs de soutènement et/ou murs en modules béton préfabriqués
- clôtures diverses en bois, béton ou métalliques, utilisées dans les travaux d'espaces verts

- travaux d'installation d'équipements, type mobilier urbain, jeux,

- **de moyens suffisants d'études et d'exécution** (supérieurs à 12 salariés affectés aux travaux neufs) pour assurer simultanément et dans de bonnes conditions la réalisation de chantiers importants ;

- **d'attestations de maîtres d'ouvrage ou maître d'œuvre** devant atteindre 300 000 €HT sur 4 attestations ou 400 000 €HT sur de plus nombreuses attestations dans la limite de 8 attestations, toutes datées de moins de 4 ans.

Pour le lot n° 2 – Aires de jeux

QUALIPAYSAGE Aires de jeux spécialisé et / ou QUALISPORT 700 ou équivalent*

*Pour justifier l'équivalence du **QUALIPAYSAGE Aires de jeux spécialisé et / ou QUALISPORT 700**, l'entreprise doit justifier, par ses propres références, qu'elle a les compétences de mise en oeuvre de l'ensemble des phases nécessaires à la création et réalisation d'aires collectives destinées à être utilisées par des enfants. Les compétences attendues sont d'assurer la fourniture et la pose des équipements d'aires de jeux d'enfants et d'employer du personnel d'encadrement et d'exécution spécialisé.

Les travaux doivent être réalisés avec le propre personnel de l'entreprise et peuvent l'être avec le matériel en sa possession ou loué.

L'entreprise doit être en capacité de fournir et de justifier qu'elle dispose :

- **3 fiches de référence de chantiers** de moins de 4 ans (nature des travaux effectués – année de réalisation – indication du destinataire – montant des travaux - deux photographies - attestation des bureaux de contrôle préalable à l'ouverture au public pour chaque nouvel équipement), dans les domaines suivants :

- les implantations à partir du plan d'implantation ou plan d'exécution élaboré par l'entreprise ou par la maîtrise d'œuvre
- le terrassement et la préparation des fonds de forme
- l'apport, la mise en place et la préparation des différentes couches constitutives
- la réalisation des réseaux de drainage et d'assainissement
- la réalisation des bordures
- la pose des équipements (agrès de jeux, équipements sportifs, mains courantes et clôtures)
- la pose des revêtements de sol (gazon synthétique, sols amortissants coulés ou constitués de gravillons, copeaux de bois, etc.) par ses propres personnels ou sous-traitée
- la rédaction d'un DOE (Dossier des ouvrages exécutés comprenant un plan-masse) et d'un manuel d'entretien

- **des attestations de maître d'ouvrage ou maître d'œuvre** devra atteindre 300 000 €HT sur 4 attestations ou 450 000 €HT sur de plus nombreuses attestations dans la limite de 8 attestations, toutes datées de moins de 4 ans.

Précisions complémentaires :

Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces et documents mentionnés ci-dessus (DC2 et annexes ou DUME).

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il doit les mentionner dans son formulaire DC2 (rubrique H) et produire, pour chacun d'eux, les mêmes documents que ceux qui sont exigés de lui pour justifier de ses capacités, ainsi qu'un engagement écrit de chacun d'eux justifiant que le titulaire dispose de leurs capacités pour l'exécution des prestations. En cas de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), la signature électronique est facultative à ce stade.

4.2 Éléments exigés au titre de l'offre

4.2.1 Présentation des offres

L'offre du candidat comporte les pièces ou documents suivants :

- l'acte d'engagement, dûment complété, pour chacun des lots ;
Rappel : La signature de l'AE n'est que facultative au moment du dépôt de l'offre, mais sera exigée pour l'attributaire. Par ailleurs, il est recommandé aux candidats de transmettre l'acte d'engagement au format pdf, afin d'assurer la bonne transmission et mise en page du document concerné.
- l'annexe à l'acte d'engagement du lot 1 seulement concernant la "Protection des données et Politique de sécurité". Cette annexe n'est que facultative au moment du dépôt de l'offre, mais sera exigée pour l'attributaire, si ce dernier ne l'a pas déjà remise dans son offre.
- la décomposition globale et forfaitaire, pour chacun des lots
- la répartition des paiements par co-traitants
- le mémoire technique, pour chacun des lots

4.2.2 Présentation de variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à proposer des variantes de leur propre initiative.

4.3 Visite sur site

Il n'est pas prévu de visite sur site.

Article 5 - REMISE DES PLIS PAR LES CANDIDATS

5.1 Remise électronique

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique sur son profil acheteur marchespublics.mairie-marseille.fr. La transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Le soumissionnaire transmet son pli en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des plis. Ainsi, toute modification ou tout complément du soumissionnaire en cours de consultation doit donner lieu à la transmission de l'intégralité des éléments exigés au règlement de consultation.

Les modalités relatives à la réponse par voie électronique sont détaillées dans l'annexe n°1 au présent RC intitulée Guide de la dématérialisation des marchés publics.

5.2 Copie de sauvegarde

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

Cette copie de sauvegarde devra comporter l'intégralité des éléments exigés au règlement de consultation.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat, l'objet et le numéro de la consultation concernée.

Les dossiers des candidats sont transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir la confidentialité.

ENVOI POSTAL :

En cas d'envoi postal, les plis doivent être adressés à l'adresse suivante :

Ville de Marseille
Direction de l'Achat et de la Commande Publique
Pôle Conduite de la Commande publique
39 Bis, Rue Sainte
13233 MARSEILLE Cedex 20

REMISE CONTRE RECEPISSE :

Les plis peuvent être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

Direction de l'Achat et de la Commande Publique
Pôle Conduite de la Commande publique
Passage Timon David, rue Sainte (1er arrondissement)
13001 Marseille

Horaires de réception des plis : du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00, hors jours fériés et chômés.

5.3 Échantillons, maquettes, prototypes ou modèles réduits

Sans objet

5.4 Date et heure limites de remise des plis

Les date et heure limites de réception des plis sont celles indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence, qui valent également pour la transmission des « copies de sauvegarde » des candidats.

5.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **6 mois** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 6 - EXAMEN DES PLIS

La présentation telle qu'exposée ci-après ne préjuge en rien de l'ordre dans lequel l'acheteur procédera à l'examen des plis. Ainsi, celui-ci peut, en cas de procédure ouverte, décider d'examiner les offres avant les candidatures.

6.1 Examen des candidatures

Avant de procéder à l'examen de la ou des candidature(s), s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander au(x) candidat(s) concerné(s) de produire ou compléter ces pièces.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des renseignements et documents demandés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

En ce qui concerne la capacité économique et financière, l'acheteur exige les niveaux minimaux suivants :

Situation économique et financière de l'entreprise présentée à travers ses chiffres d'affaires conformément à l'article 4.1 du présent règlement de consultation.

En ce qui concerne les capacités professionnelles et techniques, l'acheteur exige les niveaux minimaux suivants :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle au vu des capacités techniques et professionnelles du candidat appréciées sur la base des éléments figurant à l'article 4.1 du présent règlement de consultation.

Exclusions à l'appréciation de l'acheteur :

Le code de la commande publique prévoit différents cas d'exclusion laissés à l'appréciation de la Collectivité, et notamment :

- En application de **l'article L2141-8 du code de la commande publique**, le pouvoir adjudicateur peut exclure de la présente procédure, les opérateurs économiques dont la candidature crée une distorsion de la concurrence et ne permet pas de faire respecter le principe d'égalité de traitement des candidats, notamment à cause de leur participation à la préparation de la présente procédure ou par la détention d'informations susceptibles de leur donner un avantage concurrentiel.

- De même, en application de l'article L2141-10 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut exclure de la présente procédure, les opérateurs économiques qui créent une situation de conflit d'intérêts, telle que définie dans ce même article.

Toutefois, et conformément à l'article L2141-11 du code de la commande publique, si une exclusion est envisagée, l'opérateur économique pourra présenter des observations tendant à informer des mesures prises pour corriger les éventuels manquements ou justifier que sa participation ne porte pas atteinte à l'égalité de traitement.

6.2 Jugement des offres

Conformément à l'article R 2152-2 du code de la commande publique, en cas de régularisation d'offres irrégulières, elle ne pourra avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à 12 du code de la commande publique et donne lieu à un classement des offres.

Le jugement des offres est effectué sur les critères pondérés suivants :

1°) Prix de l'offre **70 points**

2°) Valeur technique de l'offre **30 points**

Modalités de mise en oeuvre de ces critères :

1°) Prix de l'offre, 70 points

Analyse du prix de l'offre :

Les offres doivent obligatoirement être libellées en euros.

Prix global et forfaitaire :

Les quantités figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ne sont pas contractuelles et sont données à titre indicatif. Il est rappelé que, compte tenu du caractère forfaitaire du marché, il appartient au candidat de vérifier les quantités estimées par le pouvoir adjudicateur. Les divergences qui pourraient être constatées à l'exécution entre les quantités figurant à la DPGF et les quantités réellement exécutées ne peuvent donner lieu à aucune modification d'engagement, ni à aucun recours envers le pouvoir adjudicateur.

La note maximum est de 70 points. Après élimination des offres anormalement basses, la notation de l'offre du candidat (i) est effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$NP(i) = 70 \times P(m)/P(i)$$

dans laquelle :

NP(i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (i)

P(i) est le prix de l'offre du candidat

P(m) est le prix de l'offre la moins-disante.

2°) Valeur technique de l'offre

Le total des points relatif à la valeur technique constitue la valeur technique (VT) du candidat, le maximum pouvant être de **30 points**.

La valeur technique de l'offre est appréciée à partir du mémoire technique, selon le cadre du modèle joint, qui doit être renseigné de manière explicite pour chacun des sous-critères cités ci-dessous. Le total des points attribués à chaque sous-critère, constitue la note technique initiale NT (i) du candidat.

Si le candidat utilise un document autre que le cadre de réponse fourni, il doit indiquer, pour chaque sous-critère, les pages correspondantes dans son mémoire technique comprenant les renseignements demandés.

Lot 1 – Travaux d'espaces verts

Sous-critère 1 - SC1 - Adéquation des moyens humains (encadrement et opérationnel) spécifiquement affectés à l'exécution des prestations - SC1 noté sur 10 points

Le candidat doit présenter les moyens humains (encadrement et opérationnel) spécifiquement affectés à l'exécution des prestations du présent marché.

Le candidat doit :

- présenter l'encadrement ;
- fournir le CV, mentionnant les titres d'études et les expériences professionnelles, du conducteur de travaux et du chef de chantier spécifiquement affectés à l'opération et préciser les tâches qui leur sont affectées ;
- fournir respectivement, pour le conducteur de travaux et le chef de chantier, au minimum un exemple d'opération similaire à la rénovation du parc central de Bonneveine et de la promenade de la Sarette avec description des travaux, et montant.
- Lister la composition de l'équipe opérationnelle et préciser les tâches affectées à chacun des membres ;

Sous-critère 2 - SC2 - Pertinence de la fourniture et / ou de la fabrication des éléments spécifiques en – SC2 noté sur 10 points

Le candidat doit fournir une note méthodologique détaillant la provenance des fournitures et / ou procédés de fabrication de modules en bétons spécifiques selon les dimensions stipulés dans le CCTP (voir paragraphe fourniture et matériaux pour maçonneries et revêtements) :

- les modules en béton des murs
- les dalles triangle en béton (même finition lisse que l'existant) de la place du parc central
- les dalles rectangulaires en béton gravillonné (même finition que l'existant) sur les escaliers du parc

Sous-critère 3 – SC3- Pertinence de la valorisation de matériaux issues de déconstruction et de démolition sous forme de grave – SC3 noté sur 10 points

Le candidat doit renseigner une note méthodologique illustrée dans laquelle il décrit la façon de valoriser des matériaux issus de déconstruction et de démolition sous forme de grave ou autre, à travers des plateformes de recyclage ou à travers des procédés de traitement in-situ, après avoir procédé aux analyses nécessaires. Le candidat peut s'appuyer sur des exemples de projet qui lui paraissent opportuns.

Le total des points attribués à chaque sous-critère, constitue la note technique initiale NT (i) du candidat. La note technique initiale NT(i) attribuée au candidat (i) est calculée par application de la formule suivante :

NT (i) = NSC1(i) + NSC2(i) + NSC3(i) ce critère est un critère de développement durable

dans laquelle :

NT (i) est la note technique initiale du candidat (i)

NSC1 (i) est la note obtenue au sous-critère 1 (SC1) par le candidat (i)

NSC2 (i) est la note obtenue au sous-critère 2 (SC2) par le candidat (i)

NSC3 (i) est la note obtenue au sous-critère 2 (SC3) par le candidat (i)

Ensuite, la notation de la valeur technique de l'offre du candidat (i) est effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$VT (i) = 30 * [(NT(i) / NT(m))]$$

dans laquelle :

VT (i) est la note finale attribuée à la valeur technique du candidat (i)

NT (i) est la note technique initiale obtenue par le candidat (i)

NT(m) est la meilleure note technique initiale attribuée

Lot 2 – Aires de jeux

Sous-critère 1 – SC1- Adéquation des moyens humains spécifiquement affectés à la bonne exécution du marché : SC 1 noté sur 20 points

Le candidat doit présenter les moyens humains (encadrement et opérationnel) spécifiquement affectés à l'exécution des prestations du présent marché.

Le candidat doit :

- présenter l'encadrement ;
- fournir le CV, mentionnant les titres d'études et les expériences professionnelles, du conducteur de travaux et du chef de chantier spécifiquement affectés à l'opération et préciser les tâches qui leur sont affectées ;
- fournir respectivement, pour le conducteur de travaux et le chef de chantier, au minimum un exemple d'opération similaire à la création d'une aire de jeux avec description des travaux, et montant.

- lister la composition de l'équipe opérationnelle et préciser les tâches affectées à chacun des membres ;

Sous-critère 2 – SC2 - Pertinence de la qualité du matériaux des aires de jeux – SC2 noté sur 10 points

Le candidat doit préciser la nature du bois des aires de jeux, sa provenance, son caractère imputrescible, sa solidité dans le temps, et son label certifiant que le bois utilisé pour les jeux est issu de forêts gérées durablement. Ce critère est un critère de développement durable.

Le total des points attribués à chaque sous-critère, constitue la note technique initiale NT (i) du candidat.

La note technique initiale NT(i) attribuée au candidat (i) est calculée par application de la formule suivante :

$$\mathbf{NT(i) = NSC1(i) + NSC2(i)}$$

dans laquelle :

NT (i) est la note technique initiale du candidat (i)

NSC1 (i) est la note obtenue au sous-critère 1 (SC1) par le candidat (i)

NSC2 (i) est la note obtenue au sous-critère 2 (SC2) par le candidat (i)

Ensuite, la notation de la valeur technique de l'offre du candidat (i) est effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$\mathbf{VT(i) = 30* [(NT(i) / NT(m))]$$

dans laquelle :

VT (i) est la note finale attribuée à la valeur technique du candidat (i)

NT (i) est la note technique initiale obtenue par le candidat (i)

NT(m) est la meilleure note technique initiale attribuée

*** Evaluation finale :**

Pour chacun des lots, les offres sont classées suivant la valeur de la note définitive (ND) et calculée selon la formule suivante :

$$\mathbf{ND(i) = VT(i) + NP(i)}$$

L'entreprise classée première est celle ayant la note la plus élevée.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas donner suite à la consultation.

Article 7 - PIÈCES A REMETTRE PAR LE(S) CANDIDAT(S) RETENU(S)

Il sera demandé au candidat retenu de fournir les certificats et attestations des articles R2143-6 à 10 du code de la commande publique. Il lui sera également demandé de fournir, si l'offre remise n'a pas été signée, l'acte d'engagement, dans sa dernière version, revêtu d'une signature électronique.

Tous les documents signés devront l'être par une personne habilitée à engager le candidat, accompagné des documents relatifs aux pouvoirs, avec indication du nom et de la qualité du signataire. Cette personne devra être titulaire d'un certificat électronique conforme au niveau de sécurité ** du R.G.S. (en cours de validité) ou d'un certificat qualifié, conforme au règlement e-IDAS du 23 juillet 2014.

Dans le cas où la Ville de Marseille serait dans l'impossibilité de signer électroniquement l'acte d'engagement, le soumissionnaire s'engage à accepter la rematérialisation conforme sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle. A ce titre, il s'engage également

à ce que la personne physique dûment habilitée procède à la signature manuscrite des documents qui lui sont demandés (AE, autres pièces éventuelles), sans procéder à la moindre modification de ceux-ci et les renvoie à la personne publique sous cette forme.

Si le candidat retenu est un groupement, la demande du pouvoir adjudicateur sera adressée au mandataire qui devra présenter les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement dans le délai indiqué au présent article.

Le candidat devra fournir ces éléments, à compter de la réception de la demande, dans un délai de : 10 jours. A défaut, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres, conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", les candidats sont invités à y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-6 à 10 du Code de la commande publique. L'interface e-attestations est une solution gratuite de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

Article 8 - MODALITÉS RELATIVES AUX COMMUNICATIONS ET AUX ÉCHANGES D'INFORMATION

8.1 Règles liées aux échanges électroniques

Les modalités relatives aux communications et échanges d'informations par voie électronique, ainsi que celles relatives à la candidature et à la signature électronique, sont détaillées dans l'annexe au présent RC intitulée Guide de la dématérialisation des marchés publics.

Afin de garantir la lecture et l'exploitation des échanges dans le cadre de cette consultation, seuls les formats de fichiers suivants sont acceptés :

.odt ; .ods ; .odg ; .doc ; .docx ; .rtf ; .pdf ; .ods ; .xls ; .xlsx ; .rar ; .zip ; .gif ; .jpeg ; .png ; .tif ; .ppt ; .odp ; .dwg ; .dxf.

8.2 Demandes de renseignements en cours de consultation

Les soumissionnaires peuvent déposer des demandes de renseignements complémentaires sous forme de questions, par exemple, et obtenir des réponses à ces questions ou tout autre renseignement via le profil d'acheteur dont l'adresse internet est marchespublics.mairie-marseille.fr

Ces demandes peuvent être adressées au représentant du pouvoir adjudicateur, par écrit, au plus tard 10 (dix) jours calendaires avant la date limite de remise des plis. Une réponse sera alors adressée au plus tard 7 (sept) jours calendaires avant la date limite de remise des plis, à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation.

8.3 Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation, de l'introduction des recours et en cas de litiges sont :

-

Tribunal Administratif De Marseille

31 Rue Jean François Leca

13002 Marseille

Tél : 04 91 13 48 13

<http://marseille.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Marseille

31 Rue Jean François Leca

13002 MARSEILLE

Tél : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 89

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr